



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté DCPAT-BPEF-2025 n° 210**

déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du projet de construction d'un centre pénitentiaire sur les territoires des communes de Loire-Authion et de Trélazé, par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) agissant au nom et pour le compte de l'État – ministère de la Justice, emportant mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Loire Angers et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) d'Angers Loire Métropole

**Le préfet de Maine-et-Loire**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

- Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu** la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice ;
- Vu** le décret n°2006-208 du 22 février 2006 modifié par le décret n°2021-1253 du 29 septembre 2021, confiant à l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) la gestion de l'ensemble des procédures foncières et immobilières nécessaires à la réalisation des opérations qui lui sont confiées, et notamment son article 3 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de M. Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le schéma de cohérence territoriale (SCoT) Loire Angers approuvé le 9 décembre 2016 ;
- Vu** le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) d'Angers Loire Métropole approuvé le 13 septembre 2021 ;
- Vu** les bilans de la concertation préalable qui s'est déroulée en deux phases, du 18 janvier 2022 au 14 mars 2022 puis du 15 mars 2023 au 5 avril 2023 ;

**Vu** le courrier de Monsieur le directeur général de l'APIJ daté du 29 décembre 2023 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant la mise en compatibilité du SCoT Loire Angers et du PLUi d'Angers Loire Métropole et d'une enquête parcellaire conjointe, pour la réalisation du projet de construction d'un centre pénitentiaire sur les territoires des communes de Loire-Authion et Trélazé, au profit de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) agissant au nom et pour le compte de l'État – ministère de la Justice ;

**Vu** les courriers du 11 janvier 2024, par lesquels l'Autorité environnementale, les collectivités territoriales et leurs groupements ont été consultés, en vertu de l'article L. 122-1 V du code de l'environnement ;

**Vu** les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

**Vu** les avis exprimés des services et organismes consultés dans le cadre de l'instruction du dossier ;

**Vu** l'avis favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 14 mars 2024 ;

**Vu** l'étude d'impact relative au projet de construction d'un centre pénitentiaire sur les territoires des communes de Loire-Authion et de Trélazé et les évaluations environnementales relatives à la mise en compatibilité du SCoT Loire Angers et du PLUi d'Angers Loire Métropole ;

**Vu** le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées réunies le 02 avril 2024 dans le cadre de la mise en compatibilité du SCoT du pôle métropolitain Loire Angers et du PLUi d'Angers Loire métropole ;

**Vu** l'avis délibéré de l'Autorité environnementale du 25 avril 2024 sur la construction du centre pénitentiaire « Angers – Les Landes » et la mise en compatibilité du SCoT Loire Angers et du PLUi d'Angers Loire Métropole ;

**Vu** les réponses apportées à l'Autorité environnementale par l'APIJ le 22 août 2024 ;

**Vu** la décision n°E24000016/ 49 du 25 mars 2024 de Monsieur le président du tribunal administratif de Nantes, désignant pour conduire l'enquête publique unique, une commission d'enquête composée de Monsieur Jean-Yves ALBERT (président), cadre ERDF-GRDF à la retraite, Madame Anne-Claire MAUGRION (membre titulaire), cadre de la fonction publique territoriale à la retraite, et de Monsieur Jany LARCHER (membre titulaire), retraité de la DDTM ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2024 n°168 du 25 juillet 2024 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique, préalable à la déclaration d'utilité publique emportant la mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole et du SCoT Loire Angers et d'une enquête parcellaire conjointe, pour la réalisation du projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur les territoires des communes de Loire-Authion et Trélazé, au profit de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) agissant au nom et pour le compte de l'État – ministère de la Justice ;

**Vu** les pièces constatant que les mesures de publicité de l'avis d'ouverture de l'enquête publique unique ont été dûment mises en œuvre conformément à l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Vu** le dossier d'enquête publique unique tenu à disposition du public du 10 septembre 2024 au 11 octobre 2024 inclus conformément à l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Vu** le procès-verbal établi par la commission d'enquête le 21 octobre 2024 et le mémoire en réponse de l'APIJ à ce procès-verbal en date du 04 novembre 2024 ;

**Vu** le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête du 13 novembre 2024 qui a émis :

- un avis favorable à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation du projet de centre pénitentiaire sur le territoire des communes de Loire-Authion et Trélazé ;
- un avis favorable à la mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole ;
- un avis favorable à la mise en compatibilité du SCoT Loire Angers ;
- un avis favorable à la demande présentée par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice en vue d'obtenir la cessibilité des terrains objet de l'enquête parcellaire ;

**Vu** la délibération du comité syndical du pôle métropolitain du 16 décembre 2024 portant sur la mise en compatibilité du SCoT Loire Angers ;

**Vu** la délibération du conseil de communauté d'Angers Loire Métropole du 20 janvier 2025 portant sur la mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole ;

**Vu** le courrier de Monsieur le directeur général de l'APIJ du 04 février 2025 sollicitant du Préfet de Maine-et-Loire, la prise d'un arrêté déclarant le projet d'utilité publique, et urgents les travaux nécessaires à la construction d'un centre pénitentiaire et approuvant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme précités ;

**Vu** l'exposé des motifs et considérations ci-après annexé justifiant le caractère d'utilité publique et urgent du projet ;

**Considérant** la nécessité d'acquérir les immeubles ou les parties d'immeubles dont la cession est requise pour la réalisation du projet ;

**Considérant** que les dispositions du SCoT du pôle métropolitain et du PLUi d'Angers Loire Métropole ne sont pas compatibles avec le projet et qu'il y a lieu de les faire évoluer ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la construction d'un centre pénitentiaire sur les territoires des communes de Loire-Authion et de Trélazé au profit de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), agissant au nom et pour le compte de l'État, ministère de la Justice.

Le périmètre de la déclaration d'utilité publique et le plan général des travaux sont annexés au présent arrêté (**annexe 1**).

Conformément à l'article L.122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et au I de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, le document joint au présent arrêté (**annexe 2**) expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet, notamment au regard des incidences notables du projet sur l'environnement ainsi que des informations relatives au processus de participation du public et la synthèse des observations et des autres consultations, ainsi que leur prise en compte.

La déclaration d'utilité publique de cette opération tient lieu de déclaration de projet par application des articles L.122-1 du code de l'expropriation et L.126-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 2 :** L'APIJ, agissant au nom et pour le compte de l'État, ministère de la Justice, est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les formes prescrites par le

code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou les portions d'immeubles nécessaires à la réalisation du projet précité.

La présente déclaration d'utilité publique devient caduque à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'affichage et de la publication du présent arrêté. Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront donc être réalisées dans ce délai de cinq ans.

Conformément à l'article L.121-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, un acte pris dans la même forme peut proroger une fois les effets de la présente déclaration d'utilité publique, pour une durée au plus égale à la durée initiale, sans nouvelle enquête, à condition que la demande de prorogation et la décision de prorogation interviennent avant l'expiration du délai de validité de la présente déclaration d'utilité publique. Le projet initial ne doit pas avoir été modifié de manière substantielle d'un point de vue technique, environnemental et financier.

**ARTICLE 3 :** La présente déclaration d'utilité publique emporte mise en compatibilité du SCOT Loire Angers et du PLUi d'Angers Loire Métropole, conformément aux plans et aux documents de l'**annexe 3** et de l'**annexe 4** du présent arrêté. Ces deux annexes sont consultables en format papier à la préfecture de Maine-et-Loire (Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau des Procédures Environnementales et Foncières – Place Michel Debré – 49934 ANGERS cedex 9).

Le présent arrêté fera l'objet, en application des articles R.143-14 et R.153-20 du code de l'urbanisme, des mesures de publicité et d'information édictées aux articles R.143-15 et R.153-21 du même code.

Les dossiers de mise en compatibilité sont consultables à la préfecture de Maine-et-Loire, à la mairie de Trélazé, à la mairie de Loire-Authion, au siège de la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole et au siège du syndicat mixte du pôle métropolitain Loire Angers aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, l'**annexe 5** mentionne les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et compenser (ERC) les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine et les modalités de suivi associées. Les études de conception détaillées devront préciser, le cas échéant, ces mesures avant le début des travaux.

L'étude d'impact, comprenant notamment les mesures ERC susmentionnées, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de l'APIJ à cet avis, sont consultables, en format papier, à la préfecture de Maine-et-Loire, Bureau des procédures environnementales et foncières. Ces documents sont également téléchargeables à l'adresse électronique suivante : <https://www.maine-et-loire.gouv.fr/Publications/Declaration-d-Utilite-Publique/2024/Projet-de-creation-du-centre-penitentiaire-d-Angers-Les-Landes>

**ARTICLE 5 :** Le maître d'ouvrage doit, s'il y a lieu, remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues par l'article L.122-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R.523-17 du code du patrimoine, la réalisation des travaux projetés est subordonnée à l'exécution des prescriptions archéologiques formulées ou envisagées par l'autorité administrative.

**ARTICLE 7 :** Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Maine-et-Loire. Il est consultable en préfecture de Maine-

et-Loire, Bureau des procédures environnementales et foncières, Place Michel Debré – 49934 ANGERS cedex 9, et sur le site internet des services de l'État :

<https://www.maine-et-loire.gouv.fr/Publications/Declaration-d-Utilite-Publique/2024/Projet-de-creation-du-centre-penitentiaire-d-Angers-Les-Landes>

Il est également affiché pendant un mois à la mairie de Trélazé, à la mairie de Loire-Authion, au siège d'Angers Loire Métropole et du pôle métropolitain Loire Angers. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de Maine-et-Loire. Chaque formalité mentionne le lieu où le dossier de mise en compatibilité des documents d'urbanisme peut être consulté.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité :

- d'un recours gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du ministre compétent,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 NANTES.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le directeur général de l'APIJ, le président d'Angers Loire Métropole, le président du pôle métropolitain Loire Angers, le maire de Trélazé et le maire de Loire-Authion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 14 FEV. 2025

Le Préfet,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Philippe CHOPIN